

Médecins traitants – Experts : duel ou duo ? Le point de vue du juge

Journée ARPEM du 15 septembre 2016

Odile Brélaz Braillard
Juge à la Cour des assurances sociales
du Tribunal cantonal vaudois

Contenu de la présentation

1. Introduction
2. La notion d'invalidité en droit suisse
3. Acteurs médicaux et juridiques
4. Appréciation des preuves par le juge
5. L'expertise comme moyen de preuve
6. Le rapport médical comme moyen de preuve
7. Synthèse et conclusion

La notion d'invalidité : 2 critères

1. Critère médical

« atteinte à la santé » ayant des incidences sur la
« capacité de travail » de l'assuré

→ **médecin** ou/et **expert**: posent un diagnostic et déterminent l'incapacité de travail et la perte des capacités de travail

2. Critère économique

« incapacité de gain », soit la perte des possibilités de gain sur un marché du travail équilibré

→ **administration** ou **juge**: détermine l'incapacité de gain

Acteurs médicaux et juridiques : rôles et interactions

- Le médecin traitant
poursuit un objectif thérapeutique en tenant compte de toutes les circonstances pouvant améliorer l'état de santé de son patient
- Le médecin-conseil
donne un avis médical motivé à l'assureur sur un cas qui lui est soumis. Rôle de conseiller médical spécialisé
- L'expert médical
dispose du savoir scientifique propre à éclairer l'administration ou la justice sur un état de fait donné. L'objectif qu'il poursuit n'est ni thérapeutique ni celui de déterminer le droit aux prestations.
- L'administration ou le juge en cas de recours
détermine l'invalidité qui donnera droit, cas échéant, à des prestations d'invalidité

Appréciation des preuves par le juge: règles de jurisprudence (1)

- Médecins/experts fournissent les documents médicaux (**preuves**) sur l'état de santé du patient (ATF 125 V 256 consid.4)
- Le juge apprécie **librement** les preuves administrées (art 61 let.c LPGa) :
 - examine objectivement l'ensemble des pièces et moyens de preuve
 - décide s'il peut porter un jugement valable sur le droit litigieux
- Si contradictions entre rapports médicaux → principe de la **vraisemblance prépondérante** (ATF 126 V 253 consid.5b)
- **Valeur probante** d'une pièce médicale (ATF 134 V 231 consid. 5.1) :
 - points litigieux étudiés de manière circonstanciée
 - examens complets tenant compte de l'anamnèse
 - plaintes de l'assuré prises en considération
 - description/appréciation claire du contexte/de la situation médicale
 - conclusions motivées

Appréciation des preuves par le juge: règles de jurisprudence (2)

Principe

Le juge examine de manière objective l'ensemble des pièces et moyens de preuve mis à sa disposition, quelle qu'en soit la provenance

Réserves jurisprudentielles

- *ATF 125 V 351 consid. 3b/cc*
Constatations du médecin traitant (relation thérapeutique avec le patient) doivent être appréciées avec réserve par rapport à celles de l'expert (sans lien avec le patient)
- *TF 9C_607/2008 consid. 3.2 du 27 avril 2009*
Rapport médical ne peut être écarté au seul motif qu'il émane du médecin traitant ou du médecin-conseil
- *TF 9C_548/2015 consid.4.1; ATF 135 V 465 consid. 4.5 et 4.6*
L'assuré peut mettre en doute avec ses propres moyens des constatations médicales du médecin-conseil (égalité des armes)

Appréciation des preuves par le juge: règles de jurisprudence (3)

- **Avis médical du SMR**

- rapport au sens de l'art. 59 al. 2bis LAI
- synthèse des renseignements médicaux versés au dossier
- recommandations pour la suite médicale du dossier
- pas d'observations cliniques (≠ art. 44 LPGGA)
- pas soumis aux exigences formelles
- valeur probante si renseignements utiles à la décision
(TF 9C_542/2011 consid.4.1 du 26 janvier 2012)

- **Stage d'observation professionnel**

- (TF 9C_512/2013 consid.5.2.1 du 16 janvier 2014 notamment)
- complète les données médicales
- examine les possibilités de mettre en valeur la capacité de travail/gain de l'assuré

Expertise comme moyen de preuve

- L'expert doit disposer de **compétences spécialisées**
 - formation spécialisée dans le domaine concerné
 - connaissances spécifiques dans la discipline médicale concernées
(arrêt 9C_59/2010 consid.4.1 ; 9C_53/2009 du 29 mai 2009 consid. 4.2)
- L'expert doit être **indépendant**
 - pas de rapport de confiance avec l'assuré (ex. médecin traitant)
 - pas de rapport de subordination avec l'assureur (ex. médecin conseil)
- L'expert doit faire preuve d'**objectivité**
 - retenue dans ses propos
 - signaler les éventuelles controverses médicales
 - rédaction sobre et libre de toute connotation subjective
 - structure logique du raisonnement fondant l'avis qu'il exprime
- S'agissant de la **méthodologie** utilisée
 - l'expert jouit d'une large autonomie dans l'examen clinique à effectuer
 - le diagnostic s'appuie sur un système de classification internationale
(CIM 10 ou DSM V) (ATF 130 V 396)

Rapport médical comme moyen de preuve

- **Élément essentiel du dossier**
 - intervient en amont de l'expertise
 - pose le cadre de l'instruction
 - donne les premières informations sur l'état de santé de l'assuré
 - pose le diagnostic initial
- **Repères méthodologiques (pratiques)**
 - référence à un système de classification reconnu (ex. CIM 10 et DSM V)
 - appréciation claire de la situation médicale du patient
 - explication objective des raisons conduisant à l'incapacité de travail
 - raisonnement structuré et logique
 - motivations claires et objectives dans la rédaction du rapport
 - prise en compte de la spécialisation du médecin traitant

Médecins traitants – Experts...

Contexte

- situations médicales de plus en plus complexes
- nécessité de pouvoir compter sur des rapports /expertises de qualité
- nécessité de disposer d'un faisceau d'appréciations croisées

Situation

- peu de centre d'expertise en suisse romande
- surcharge chronique des experts
- allongement des procédures

Besoin

- Renforcer la collaboration entre les acteurs médicaux
- Améliorer la compréhension entre les acteurs médicaux et le juge

Pour le juge, pas de doute médecins traitants et experts forment bien un DUO !

MERCI DE VOTRE ATTENTION

Odile Brélaz Braillard

Juge à la Cour des assurances sociales
du Tribunal cantonal vaudois